

MOTION DE CENSURE DU GOUVERNEMENT : LES PARLEMENTAIRES DOIVENT SORTIR LE PAYS DE L'IMPASSE

Malgré des désaccords profonds sur la politique menée par le Gouvernement de Michel Barnier, je ne voterai pas la motion de censure qui sera débattue le 4 décembre à l'Assemblée nationale.

Depuis plusieurs mois, je défends l'idée que la stabilité est essentielle pour permettre à notre pays de relever les nombreux défis qui l'attendent. C'est dans cet esprit de responsabilité que j'ai souhaité, dès sa nomination, que le Gouvernement réussisse, malgré mes réserves quant au rapprochement entre le centre et la droite. Cette même conviction me guide aujourd'hui dans ma décision de ne pas soutenir la motion de censure déposée hier par les députés de gauche.

Ce choix ne signifie pas l'absence de désaccords. Au contraire, j'ai exprimé à plusieurs reprises des divergences profondes, notamment sur les enjeux cruciaux liés à l'écologie. Je regrette profondément les orientations actuelles du Gouvernement, qu'il s'agisse de la Zéro Artificialisation Nette ou de la réduction drastique des crédits dédiés à la transition écologique, ainsi que la hausse d'impôts et de charges pour les entreprises, dans le budget 2025. Ces choix limitent les ambitions des acteurs locaux et freinent les initiatives que je défends avec force, aux côtés des députés engagés au sein de la commission DDAT que je préside.

Cependant, je reste convaincue que l'hémicycle est le lieu où ces oppositions doivent être exprimées et débattues. C'est là que j'ai porté des propositions concrètes et alternatives, pour répondre aux attentes de nos concitoyens sans immobiliser l'action publique. Un rejet du budget entraînerait des conséquences graves : 380 000 foyers supplémentaires soumis à l'impôt sur le revenu, faute d'indexation sur l'inflation. Des budgets essentiels – hôpitaux, justice, sécurité – gelés à leurs niveaux de 2024, alors que les besoins ne cessent de croître. Sans possibilité d'emprunt, des prestations fondamentales menacées, comme les pensions de retraite et le remboursement des soins.

Notre pays ne peut se permettre l'incertitude et l'immobilisme. Les députés de l'arc républicain ne peuvent pas rentrer dans le jeu des extrêmes : ils doivent faire face à leurs responsabilités et surmonter leurs différends politiques pour ne pas aggraver la crise actuelle et paralyser la France.

Sandrine Le Feur